

L'Ambassade des États-Unis d'Amérique

Le 14 juillet 2004

Selon M^{me} Ann Veneman, secrétaire à l'Agriculture, le bœuf américain est plus sûr maintenant qu'il y a un an, car l'interdiction des produits à risque a amélioré la salubrité de la viande

Le bœuf américain est plus «sûr maintenant qu'il y a un an». En effet, depuis le 30 décembre 2003, les produits à risque élevé dérivés des bovins de boucherie sont bannis de la chaîne alimentaire, a affirmé M^{me} Ann Veneman, secrétaire à l'Agriculture.

Témoignant le 14 juillet devant une audience conjointe des comités d'agriculture et de réforme gouvernementale de la Chambre des représentants, la secrétaire à l'Agriculture a déclaré que, selon l'Organisation mondiale pour la santé animale, l'interdiction des produits qui pouvaient transporter la maladie de l'encéphalopathie bovine spongiforme (EBS) était la plus importante mesure prise par les États-Unis pour protéger la santé publique depuis la manifestation du seul cas de cette maladie – aussi connue sous le nom de «maladie de la vache folle» – découvert dans l'État de Washington une semaine avant l'interdiction.

Les produits interdits – appelés matériels à risque spécifique (MRS) – comprennent la cervelle, la moelle épinière et les vertèbres, les yeux et les tissus nerveux des vaches âgées de 30 mois ou plus ainsi que les amygdales et les intestins grêles des vaches de tous âges.

M^{me} Veneman a de plus précisé que grâce au système américain de contrôle de l'EBS, devenu entièrement fonctionnel le 1^{er} juin, il sera possible d'analyser des échantillons de cervelle de 268 500 animaux à risque élevé, et ce, en moins de 18 mois. En outre, des tests seront effectués sur 20 000 animaux qui semblent être en santé.

Les résultats des 17 000 tests réalisés à ce jour sont très encourageants, a-t-elle déclaré.

Ces tests effectués sont le point de départ d'autres améliorations qu'on apportera sans doute au programme de surveillance, a affirmé M. Ron DeHaven, chef du service d'inspection pour la santé des animaux et la protection des végétaux (Animal and Plant Health Inspection Service ou APHIS) du département de l'Agriculture des États-Unis (USDA). M. DeHaven s'est présenté à l'audience en compagnie de M^{me} Veneman.

Selon M^{me} Veneman, le comité d'examen international qu'elle a mis sur pied après la détection du cas de l'EBS aux États-Unis en décembre 2003 avait affirmé qu'il «n'était nullement justifié de faire des analyses de tous les bovins de boucherie destinés à la consommation humaine à seule fin de protéger la santé humaine et animale».

Outre ce point de vue du comité, la secrétaire a ajouté que l'Organisation mondiale pour la santé animale – ou l'Office international des épizooties (OIE) – avait expliqué que la surveillance devait porter surtout sur les bovins de 30 mois ou plus qui se trouvent dans les catégories à risque élevé. Ces catégories comprennent les animaux non ambulatoires, c'est-à-dire ceux qui présentent des troubles du système nerveux central, des symptômes de la rage ou d'émaciation de même que les vieux bovins qui meurent de causes inexplicables.

On a choisi cette tranche d'âge de 30 mois ou plus, parce que l'EBS passe par une période d'incubation de quatre à sept ans avant que les signes cliniques de la maladie se révèlent.

D'après l'OIE, les États-Unis ont systématiquement respecté et surpassé les lignes directrices internationales pour la surveillance de l'EBS chez les bovins depuis 1993, aux dires de

M^{me} Veneman.

M^{me} Veneman a de plus déclaré que le Japon, autrefois grand importateur de bœuf américain, était seul à avoir demandé aux États-Unis d'inspecter tous les bovins de boucherie destinés à l'alimentation. Selon elle, cette réaction est le résultat de la perte de confiance des consommateurs japonais après qu'ils ont connu une éruption de l'ESB en septembre 2001; elle ne repose certes pas sur des fondements scientifiques.

Elle a déclaré que la mise sur pied du programme de surveillance de l'ESB comportait l'octroi de permis pour les trousseaux d'analyse rapide de l'ESB, l'établissement d'un réseau national de laboratoires, la formation et l'outillage du personnel responsable des tests et la coordination avec les États.

La possibilité qu'un plus grand nombre de laboratoires puisse confirmer les résultats permet de réduire les délais d'exécution entre la présentation et l'analyse des échantillons, a-t-elle déclaré.

Il est à peu près impossible d'examiner tous les bovins de boucherie qu'il y a aux États-Unis, a laissé entendre M. Bob Goodlatte, représentant républicain de la Virginie, faisant observer qu'on en dénombre plus de 100 millions dans ce pays dont 35 millions sont vendus chaque année. M. Goodlatte préside le comité d'agriculture de la Chambre des représentants.

À ce titre, le propre Bureau de l'inspecteur général de l'USDA a critiqué la méthode d'échantillonnage de ce dernier pour déclarer l'ESB chez les bovins. Les inspecteurs ont conclu que l'échantillonnage n'est pas vraiment aléatoire, étant donné que la participation des éleveurs et des abatteurs de bestiaux est volontaire et que l'analyse est coûteuse, ce qui décourage les éleveurs d'administrer les tests. M^{me} Phyllis Fong, inspectrice générale, a aussi témoigné devant les comités.

Le chef économiste de l'USDA, M. Keith Collins, a déclaré devant les comités que chaque test coûte entre 15 \$ et 100 \$.

Les représentants du American Meat Institute et de la National Cattlemen's Beef Association ont présenté un témoignage en faveur d'un programme de contrôle rigoureux et ont indiqué qu'ils appuient les procédures de l'USDA.

La secrétaire a déclaré qu'on travaille en permanence à améliorer la coordination entre les deux organismes de l'USDA responsables d'administrer le programme de contrôle, soit l'APHIS et le service d'inspection et de salubrité des aliments (Food Safety and Inspection Service).

Elle a aussi affirmé que l'USDA informe constamment les éleveurs, les abattoirs, les équarisseurs et les installations affiliées au sujet de ses objectifs en matière de contrôle et les encourage à signaler les bovins qu'on soupçonne d'être atteints.

Voici le témoignage de la secrétaire Veneman (début du texte)

TÉMOIGNAGE DE
L'HONORABLE ANN M. VENEMAN DU
DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE DES
ÉTATS-UNIS DEVANT LE COMITÉ D'AGRICULTURE
ET LE COMITÉ DE LA RÉFORME
GOUVERNEMENTALE DE LA CHAMBRE DES
REPRÉSENTANTS DES ÉTATS-UNIS
LE 14 JUILLET 2004

M. Davis [Thomas Davis, président du comité de la réforme gouvernementale], M. Goodlatte [Bob Goodlatte, président du comité d'agriculture], M. Waxman, M. Stenholm [Charles Stenholm, chef

de la minorité] ainsi que les membres des comités, c'est un honneur d'être avec vous aujourd'hui en vue de discuter des efforts que nous déployons pour protéger la santé publique, améliorer notre chaîne alimentaire et protéger la santé des animaux afin de combattre l'encéphalopathie bovine spongiforme (EBS).

Assis à mes côtés est le D^r Ron DeHaven, notre spécialiste des questions d'EBS qui, jusqu'à tout récemment, œuvrait à titre de vétérinaire en chef de l'USDA. Il exerce maintenant la fonction d'administrateur du service d'inspection pour la santé des animaux et la protection des végétaux (Animal and Plant Health Inspection Service ou APHIS). Présent également avec nous est le D^r Keith Collins, économiste en chef de l'USDA. Il s'est occupé des aspects de politiques de plusieurs questions liées à l'EBS. Ils auront tous les deux le plaisir de répondre à vos questions.

Plus tard, vous entendrez le témoignage de l'inspectrice générale de l'USDA, M^{me} Phyllis Fong, dont le Bureau a fait de nombreuses recommandations afin de consolider les efforts permanents faits par son département pour donner suite aux questions d'EBS. Le Bureau de l'inspectrice générale (Office of Inspector General ou OIG) a examiné un certain nombre de questions et a fourni des suggestions sur les programmes de l'USDA.

Le département de l'agriculture des États-Unis (USDA) s'efforce de protéger la santé publique en assurant la salubrité et l'innocuité des produits de viande, de volaille et d'œufs vendus au pays. Nous prenons donc cette extraordinaire responsabilité très au sérieux. Qui plus est, l'USDA tente de protéger la santé des animaux et des végétaux, et cette responsabilité aussi, nous la prenons très au sérieux.

Comme le demandent dans leur lettre le président Davis et le président Goodlatte du 6 juillet, mon témoignage sera aujourd'hui centré sur la mise en œuvre de notre plan amélioré de contrôle de l'EBS, que l'on a annoncé en mars. L'objet de ce plan consiste à recueillir les données requises pour des repères sur lesquels nous nous appuyerons pour évaluer la prévalence.

Toutefois, avant de commencer, je souhaite fournir quelques renseignements de base, de même qu'un bref aperçu des mesures prises par le département depuis la découverte de l'EBS aux États-Unis le 23 décembre. Un texte plus détaillé accompagne les documents ci-joints.

L'EBS a été découverte en Angleterre en 1986. Depuis, plus de 180 000 cas ont été confirmés chez les bovins partout dans le monde. En 1986, l'USDA a immédiatement commencé à étudier la maladie afin d'empêcher son apparition aux États-Unis et de prévenir une épidémie comme celle qui s'est répandue en Europe. L'USDA a mis au point un plan d'intervention qui a été renforcé au cours des 15 dernières années, étant donné l'évolution de la preuve scientifique et l'accroissement du corpus de connaissances concernant l'EBS.

En 1989, les États-Unis ont imposé une interdiction, qui s'est prolongée en 1997 et de nouveau, en 2000, d'importer des bovins vivants et d'autres ruminants et certains produits de ruminants de pays où le risque d'EBS était élevé. En 1997, la Food and Drug Administration (FDA) a interdit en grande partie l'apport de protéines mammifères dans les aliments pour animaux destinés aux bovins et à d'autres ruminants afin d'empêcher la propagation de la maladie si elle devait surgir aux États-Unis.

L'USDA a lancé un programme de contrôle en 1990 et, au cours des 11 dernières années, a respecté ou surpassé les normes internationales prescrites par l'Office international des épizooties (OIE) ou l'Organisation mondiale pour la santé animale. L'OIE est la tribune officielle sur la scène internationale pour l'élaboration et l'examen de normes, de lignes directrices et de recommandations sur la santé animale. Le programme de contrôle de l'USDA a permis de circonscrire la population à risque élevé en fonction des recommandations de l'OIE. Au cours des exercices 2002 et 2003, le taux de contrôle de l'EBS a considérablement augmenté avec le dépistage d'environ 20 000 bêtes par année. Avant le 23 décembre 2003, nous prévoyions doubler ce nombre pour l'exercice 2004.

Ces mesures ont été conçues pour empêcher l'apparition de l'EBS ou sa propagation, advenant qu'elle surgisse dans ce pays. Les États-Unis se sont engagés depuis longtemps à s'attaquer au

risque possible que présente l'EBS, et nous avons renforcé les programmes précités au cours des années, à mesure que nous en apprenions davantage au sujet de cette maladie.

En 1998, l'USDA a demandé au Harvard Center for Risk Analysis d'étudier le risque que présentait l'EBS aux États-Unis. En 2001, il a publié son rapport où il faisait remarquer qu'en raison des mesures prises au cours des 15 dernières années, le risque que l'EBS devienne une épidémie répandue aux États-Unis est très faible.

Comme vous le savez, le 23 décembre 2003, nous avons annoncé la découverte d'un seul cas d'EBS dans l'État de Washington. Il s'agissait d'une vache laitière dont la naissance précédait l'interdiction visant les aliments pour animaux de 1997. Le 30 décembre, une semaine seulement après cette découverte, nous avons annoncé d'autres mesures pour protéger la santé publique.

Les voici :

- Une interdiction immédiate d'introduire les bovins invalides non ambulatoires (les animaux couchés) dans la chaîne alimentaire;
- Une politique d'«attente des résultats des tests» qui stipule que la viande des bovins testés pour l'EBS ne soit pas introduite dans la chaîne alimentaire avant que les résultats des tests se révèlent négatifs;
- L'obligation d'éliminer de l'approvisionnement alimentaire les matériels à risque spécifique (MRS) qui peuvent transmettre l'infection, et ce, en vue de protéger la santé publique;
- Des exigences accrues pour l'utilisation de systèmes avancés de récupération de la viande. Les produits fabriqués par une technique avancée de récupération ne peuvent pas contenir de moelle épinière ni de ganglions de la racine dorsale;
- Une interdiction d'utiliser le bœuf séparé mécaniquement dans l'approvisionnement alimentaire pour les humains;
- Une interdiction de l'étourdissement par injection d'air.

Moins de deux semaines plus tard, ces nouvelles mesures de protection de la salubrité des aliments ont été officiellement diffusées sous forme de règlement provisoire officiel.

De plus, nous avons annoncé la mise en place immédiate d'un système national vérifiable d'identification des animaux. Notre objectif consiste à atteindre l'uniformité, la cohérence et l'efficacité dans l'ensemble du système national d'identification.

Orientation internationale

Aussi, le 30 décembre, j'ai annoncé qu'un comité d'experts international examinerait nos mesures d'intervention et offrirait des propositions d'amélioration. Les membres de l'Équipe d'examen internationale, comme on la nomme maintenant, se sont réunis en janvier dernier. On leur a demandé d'évaluer les mesures de prévention et d'intervention prises à ce jour, et de formuler des recommandations sur l'élimination des matières à risque spécifique (MRS), sur les méthodes d'abattage, la conception et les approches de contrôle, les restrictions sur la moulée, la fabrication et la vente de moulées, les améliorations en matière de traçabilité et d'autres domaines qui pourraient apporter d'autres bienfaits importants pour la santé publique ou animale.

Dans son rapport, l'Équipe d'examen internationale a sanctionné l'enquête épidémiologique et les mesures de l'USDA annoncées le 30 décembre visant à protéger davantage la santé humaine. En me donnant un compte rendu du rapport, le D' Uhli Kihm, qui préside l'équipe, a confirmé que l'élimination des PRS était la mesure la plus importante pour protéger la santé publique.

L'Équipe d'examen internationale a recommandé d'établir un programme de contrôle renforcé afin de tester les bovins âgés de 30 mois ou plus au sein de la population à risque élevé. Les membres de l'équipe ont laissé entendre que cela pourrait se réaliser à l'intérieur d'un «programme de un an». De plus, le rapport révèle que les systèmes de contrôle qui ciblent les animaux à risque élevé sont les moyens les plus efficaces de détecter les cas d'EBS. Par ailleurs, le rapport a révélé qu'il «était injustifié de faire des analyses de tous les bovins de boucherie destinés à la consommation humaine à seule fin de protéger la santé humaine et animale». Il a aussi recommandé que l'USDA envisage sérieusement d'analyser un échantillon de bovins de boucherie en santé âgés de 30 mois ou plus afin d'appuyer le système global de contrôle.

Contrôle amélioré de l'EBS

Après avoir reçu ces recommandations, l'USDA a dressé un plan de contrôle amélioré afin de réaliser les objectifs présentés par l'équipe d'examen internationale. Pour mettre au point les détails du plan, l'USDA a collaboré avec l'OIE.

Les normes actuelles de l'OIE stipulent les critères visant à déterminer le risque que pose l'EBS dans un pays ou une zone, fondé sur une évaluation des risques établissant tous les facteurs possibles d'une occurrence d'EBS. Pour le contrôle animal, l'OIE recommande de diriger l'échantillonnage vers les bovins qui présentent des signes cliniques révélateurs de l'EBS et des bovins morts ou tués pour d'autres motifs que l'abattage habituel. D'après l'OIE, le contrôle devrait porter essentiellement sur les bovins âgés de 30 mois ou plus dans ces catégories à risque maximal. Comme je l'ai déjà mentionné, depuis 1993, les États-Unis respectent ou surpassent les lignes directrices internationales pour le contrôle de l'EBS chez les bovins.

Le plan de surveillance amélioré est centré sur le dépistage d'autant de bovins à risque élevé que possible. Pour mettre au point un plan d'échantillonnage avec un haut niveau de détection de l'ESB, l'USDA a établi qu'au moins 268 500 échantillons seraient prélevés sur la population d'animaux à risque élevé. L'approche suppose que les bovins pour lesquels le dépistage d'EBS se révèle positif se trouveraient parmi la population à risque élevé. Les efforts d'échantillonnage sont donc axés sur cette population pour que la méthode de détection de la maladie soit la plus efficace possible. En plus du dépistage des bovins à risque élevé, l'USDA fera également subir des tests à 20 000 animaux plus âgés qui semblent en santé et qui ont été envoyés à l'abattoir.

Le plan de contrôle a été examiné par l'Équipe d'examen internationale et le Harvard Center for Risk Analysis. Le Dr Ulrich Kihm, président de l'équipe internationale, a déclaré ceci : «... au nom du sous-comité au complet, je tiens à vous féliciter pour ce plan. Tous les membres du sous-comité ont réagi positivement, en sont d'avis que le plan est complet, repose sur des fondements scientifiques et aborde les points les plus importants relatifs au contrôle de l'EBS chez les animaux.»

Les commentaires du Harvard Center for Risk Analysis ont aussi été favorables. «En résumé, ont écrit Joshua Cohen et George Gray, nous sommes d'accord avec la décision de l'USDA d'orienter le dépistage surtout vers les bovins à risque élevé.» Ils ont fait remarquer que l'USDA a de la difficulté à tirer des conclusions à partir de son programme de dépistage pour la prévalence de l'ESB chez les populations normales de bovins. Ils ont proposé d'envisager d'autres approches. L'USDA se propose de continuer de les consulter ainsi que d'autres, à mesure que nous recueillons les données.

Comme il est mentionné dans le rapport de l'Équipe d'examen internationale, l'expérience en Europe a démontré que le dépistage des bovins à risque élevé est la méthode la plus efficace de détecter la présence de l'EBS chez les populations de bovins. Le programme amélioré de l'USDA est conçu pour prélever la majorité des échantillons à partir des catégories suivantes :

- les bovins présentant des troubles du système nerveux central;
- les bovins invalides non ambulateurs;

- les bovins présentant des symptômes d'autres maladies ou pathologies qui peuvent être associées à l'EBS, notamment la rage ou l'émaciation;
- les vieux bovins qui meurent à la ferme de causes inexplicables.

Les échantillons de dépistage proviennent des exploitations agricoles, des usines d'abattage, des usines d'équarrissage, des ventes aux enchères de bétail, des cliniques vétérinaires, des laboratoires de diagnostic vétérinaires et des laboratoires de santé publique. Les premières données indiquent que ces endroits nous fournissent un mélange représentatif d'échantillons et laissent supposer que nous pouvons réaliser au moins 268 500 échantillons à partir de la population ciblée.

Les détails du plan amélioré ont été rendus publics et affichés dans le site Web de l'USDA le 15 mars. Tout juste deux mois et demi après l'annonce, l'USDA a déployé de grands efforts visant à mettre en œuvre un vaste programme de contrôle nouvellement conçu. J'ajouterais que nos plans de surveillance et d'intervention en cas d'EBS ont été mis de l'avant en même temps que les interventions de l'APHIS à l'égard d'autres grandes questions relatives aux maladies des animaux et des végétaux. Ces maladies comprennent notamment la grippe aviaire, la maladie de Newcastle, la rouille asiatique du soya et l'encre du chêne. Chacune de ces maladies a exigé un engagement fondamental de la part de la direction et du personnel du programme de l'APHIS.

Entre la mi-mars et le 1^{er} juin, l'APHIS a pris des mesures pour mettre sur pied l'infrastructure du plan de contrôle. Ces mesures comportaient l'octroi de permis de tests rapides, l'établissement d'un réseau national de laboratoires, la mise à l'essai et l'accréditation des laboratoires, l'outillage du personnel et l'organisation de séances de formation, la rédaction des documents contractuels, la compilation d'un manuel de service, l'établissement d'une structure de commandement en cas d'incident, la coordination avec les partenaires interorganismes et la collaboration avec les États, dont l'apport est crucial pour le succès du programme.

L'élargissement de l'infrastructure dans le but de dépister le plus possible de bovins à risque élevé est une tâche ardue et complexe. L'ampleur et la portée géographique de l'industrie présentent de nombreux défis. Les populations de bovins dans chaque État varient énormément, au même titre que l'industrie et les points de concentration pour le prélèvement d'échantillons. Afin de relever ces défis, nous avons établi des objectifs d'échantillonnage pour chaque État et région.

Le plan amélioré de contrôle de l'EBS de l'USDA ne serait pas possible sans d'autres solutions de dépistage et un plus grand nombre de laboratoires pour manipuler le volume d'échantillons présentés dans le cadre du programme. À cette fin, l'USDA a délivré des licences ou des permis pour cinq trousseaux de dépistage rapide de l'EBS. En outre, 12 laboratoires publics situés stratégiquement dans l'ensemble du pays ont été approuvés par l'USDA afin d'appuyer le programme de contrôle. Ces laboratoires font tous partie d'un réseau existant de laboratoires fédéraux et d'État qui aident, au besoin, l'APHIS à effectuer le dépistage des maladies animales.

En raison de leurs emplacements géographiques dispersés, les laboratoires ont réduit les distances que les échantillons devaient parcourir, ce qui favorise un délai d'exécution rapide entre la présentation et l'examen de l'échantillon. Tout résultat non concluant provenant d'un test de dépistage établi par l'un de ces laboratoires doit être confirmé par le Laboratoire national des services vétérinaires (National Veterinary Services Laboratory ou NVSL) de l'USDA à Ames, en Iowa. Le NVSL demeure le laboratoire de référence nationale pour l'EBS. Cette exigence de signalement et de confirmation par l'USDA permet aussi de fournir une diffusion adéquate et opportune de l'information au sujet des résultats de dépistage. Comme nous l'avons fait tout au long de notre intervention face à l'EBS, nous devons bien peser notre responsabilité de partager l'information avec le public et nos collaborateurs par rapport à notre responsabilité de le faire sans que cela nuise indûment aux marchés économiques ou au commerce international.

Pendant toute la planification et la mise en œuvre de ce plan, nous avons continué de renforcer

le programme en nous basant sur notre propre analyse ainsi que sur les suggestions que d'autres nous ont faites.

Pour assurer la gestion quotidienne de la mise en œuvre, l'APHIS a mis sur pied des équipes de commandement nationales et régionales fondées sur la structure de commandement en cas d'incident, dont l'administration centrale se trouve au centre ultramoderne des opérations de l'APHIS à Riverdale, au Maryland. Ces équipes sont chargées de s'assurer que tous les aspects du programme de surveillance, soit le prélèvement des échantillons, les activités opérationnelles et la formation, répondent aux buts et aux normes de rendement tant à l'échelle locale que nationale.

Pour assurer la coordination entre les organismes, ces équipes incluent le Food Safety and Inspection Service (FSIS) de l'USDA ainsi que les experts de la santé animale des États et des régions. De plus, nous travaillons en étroite coordination avec la Food and Drug Administration et d'autres partenaires des États, qui ont utilement fourni des conseils concernant la mise en œuvre.

Nous avons lancé de nouvelles politiques pour garantir l'objectivité dans la sélection des échantillons. Par exemple, en vertu de nouvelles directives, les échantillons sont prélevés sur des animaux ayant des troubles du système nerveux central (SNC), peu importe l'âge, et sur tous les bovins condamnés *ante mortem* (sauf pour les génisses qui ne présentent pas de troubles du SNC). En cas de doute, le personnel sur le terrain a reçu l'ordre de prélever des échantillons.

L'USDA prépare aussi un vaste plan de sensibilisation pour s'assurer que nous recevons tous les échantillons possibles. Un manuel d'instruction détaillé a été envoyé au personnel sur le terrain qui effectue le prélèvement d'échantillons. Ce guide est conçu comme document évolutif, qui sera modifié au besoin, à partir de la rétroaction provenant des sièges sociaux et du personnel sur le terrain, et ce, afin de garantir des opérations sans heurt et une coordination continue de toutes les parties concernées.

Nous poursuivons nos activités pour informer les éleveurs, les usines d'abattage, les équarisseurs et les industries affiliées au sujet de nos objectifs de contrôle et pour encourager le signalement de bovins suspects ou ciblés à la ferme ou ailleurs. Ces activités comportent des communiqués d'intérêt public, des publicités dans des publications commerciales et des présentations aux écoles vétérinaires, aux collèges agricoles et aux organisations agricoles locales. En outre, des documents seront disponibles dans notre site Web pour les marchés à bestiaux, les techniciens de santé animale et les vétérinaires.

Il n'est pas surprenant, vu l'ampleur de la tâche, que nos efforts se poursuivent dans le but d'assurer la réussite d'une si vaste entreprise. Nos activités comprendront une collaboration supplémentaire avec le Bureau de l'inspectrice générale (OIG).

L'OIG a fourni des recommandations pour améliorer le programme et a soulevé plusieurs questions qui continuent de mériter notre attention, notamment la nécessité d'assurer des mesures de rendement adéquates et la rédaction de rapports de gestion visant à surveiller l'efficacité du système de contrôle ainsi que la nécessité d'assurer l'uniformité dans de nombreux laboratoires et systèmes de technologie de l'information. Nous nous réjouissons à l'idée de continuer à travailler avec l'OIG afin de bien mettre en œuvre ces recommandations.

L'APHIS accélère actuellement ses travaux avec notre chef du service d'information en vue de renforcer le système pour qu'il soit en mesure de suivre les données de dépistage et d'en faire rapport. L'APHIS fera l'essai sur le terrain de nouvelles applications logicielles, ce qui devrait améliorer l'intégrité et la vitesse de la collecte de données.

Les organismes de l'USDA travaillent également ensemble afin d'établir et de mettre sur pied un système de vérification de l'assurance de la qualité. Dès demain, le 15 juillet, notre service de marketing agricole (Agricultural Marketing Service ou AMS) commencera une évaluation nationale du programme de contrôle amélioré de l'EBS de l'APHIS au siège social de ce dernier, de même

qu'aux bureaux régionaux et d'État plus tard au cours du mois. Pendant une période de quatre à six semaines, l'AMS mènera des évaluations sur place à des emplacements choisis au hasard où se déroulent des activités de contrôle, et publiera un rapport quatre semaines plus tard. Ces évaluations seront continues.

Outre nos activités particulières concernant le plan de surveillance, l'USDA, en partenariat avec d'autres organismes fédéraux, prendra des mesures supplémentaires pour renforcer nos moyens de protection contre l'EBS.

Vendredi dernier, l'USDA et le département des services de la santé et de la personne (Department of Health and Human Services) a émis un préavis de projet d'établissement des règles (Advance Notice of Proposed Rulemaking ou ANPR) afin de solliciter les commentaires du public sur les recommandations de l'Équipe d'examen internationale et sur d'autres sujets connexes qui n'ont pas fait l'objet d'une intervention.

Ce lundi, les scientifiques de l'USDA ont rencontré un groupe de partenaires interorganismes afin de discuter des besoins que présente la recherche scientifique sur les prions. Enfin, le département continue de travailler avec le Harvard Center for Risk Analysis afin de mettre à jour son évaluation et d'évaluer l'intervention de l'USDA en matière d'ESB.

Conclusion

Pour conclure, nous demeurons engagés à concevoir en permanence des façons de rehausser nos systèmes et d'améliorer la mise en application de nos efforts.

Notre plan de contrôle peut permettre de découvrir d'autres animaux dont les tests d'EBS se sont révélés positifs. Néanmoins, les États-Unis ont en place de solides mesures de protection pour assurer la santé publique. L'élimination des PRS de l'approvisionnement alimentaire permet d'éviter que les produits à risque élevé soient introduits dans la chaîne alimentaire. En poursuivant la coordination entre l'USDA et d'autres organismes fédéraux, régionaux et locaux, en améliorant nos politiques scientifiques et en collaborant avec nos employés et intervenants, nous sommes convaincus que nous pouvons continuer à offrir aux consommateurs des États-Unis un approvisionnement sûr en produits de viande, de volaille et d'œufs.

MM. Davis, Goodlatte, Waxman et Stenholm, nous vous remercions de nous avoir laissé l'occasion de vous informer, vous et les membres du comité, des activités de surveillance continues de l'EBS de l'USDA. Nous sommes conscients qu'il existe beaucoup d'idées et d'opinions différentes sur la façon de mettre en place le système le plus vigoureux possible pour nous protéger contre l'EBS. Je suis heureuse de profiter de l'occasion que nous offre la présente audience pour débattre de ces questions. Nous répondrons maintenant à vos questions.

(On entend par produits à risque spécifique (PRS) le crâne, la cervelle, la moelle épinière, les yeux, les ganglions trigéminés, la colonne vertébrale (sauf les vertèbres de la queue, les processus transversaux des vertèbres thoraciques et lombaires et les ailes du sacrum) ainsi que les ganglions de la racine dorsale d'animaux de 30 mois ou plus et les amygdales et l'iléon distal de tous les animaux. Pour que l'iléon distal soit enlevé correctement, il faut enlever tout l'intestin grêle.)

(fin du texte)